

**Union européenne - Conseil des  
affaires étrangères - Cambodge : le  
Conseil adopte des conclusions -  
Communiqué de presse du Conseil  
de l'Union européenne**  
(Bruxelles, 26 février 2018)

Le 26 février, le Conseil des affaires étrangères a adopté des conclusions sur le Cambodge en raison d'évolutions préoccupantes de la situation politique et de la détérioration continue de la démocratie, du respect des droits de l'Homme et de l'Etat de droit.

Dans ses conclusions, le Conseil demande instamment au gouvernement cambodgien de cesser d'utiliser le pouvoir judiciaire comme un outil politique pour harceler et intimider les opposants politiques, la société civile, les militants des droits du travail et les défenseurs des droits de l'Homme.

Le Conseil se déclare profondément préoccupé par l'arrestation, le 3 septembre 2017, du chef de l'opposition, Kem Sokha, dont il demande une nouvelle fois la libération immédiate. Il exprime également sa profonde préoccupation du fait de la fermeture ou de la suspension de plusieurs ONG et médias, ainsi que de la dissolution forcée du principal parti d'opposition, le parti du salut national du Cambodge (PSN), intervenue le 16 novembre 2017, et il appelle le Cambodge à annuler rapidement cette dissolution.

Le Conseil souligne que, compte tenu de ces évolutions récentes, il pourrait envisager des mesures ciblées spécifiques si la situation ne s'améliore pas./.